

Inde. Les Kisans ont raison: leurs terres sont en jeu (II)

[13 février 2021](#) [Alencontre](#)



Publié par *Research Unit for Political Economy (R.U.P.E) India*

Dans [la partie précédente de cet article](#), nous avons vu que les dirigeants indiens préparent activement le terrain juridique pour séparer les paysans de leurs terres. Dans cette partie, nous envisageons ce thème dans un contexte international.

Au sein de l'économie mondialisée on assiste à une intensification de la volonté des investisseurs internationaux de prendre le contrôle des terres, y compris des terres agricoles, dans le Tiers-Monde. Pourquoi en est-il ainsi?

Les économies impérialistes ont été frappées par une tendance à long terme de ralentissement de la croissance, pour des raisons inhérentes au capitalisme dans sa phase actuelle. Au fil des décennies, le capitalisme a cherché à contrer cette tendance à la stagnation en employant divers moyens. Il a notamment cherché à le faire en développant l'activité du secteur financier – c'est-à-dire l'activité, non pas de générer un surplus lors de la production, mais d'acquérir et d'échanger des créances sur ce surplus [sur la masse de la plus-value].

Malgré cette croissance extraordinaire de la finance, les capitaines du capitalisme mondial restent pessimistes quant aux perspectives de croissance. En effet, même les plus grands économistes «classiques» prédisent maintenant que les pays avancés vont connaître une «stagnation séculaire» (c'est-à-dire à long terme et chronique) dans un avenir prévisible.

(Toutefois, ils évitent de lier cette tendance à la nature du capitalisme monopolistique, qui en est, en effet, à l'origine.)

Ainsi, le capital mondialisé, incertain d'accumuler des richesses par l'expansion, cherche de plus en plus à accumuler des richesses par des moyens prédateurs: en s'emparant des actifs existants et des richesses naturelles. Alors que les caractéristiques prédatrices étaient inhérentes à l'impérialisme dès ses débuts, la prédation impérialiste a acquis une acuité particulière dans la période actuelle. Même au risque de provoquer des troubles sociaux et des oppositions, le capital mondialisé a fait pression pour que soient levées les diverses restrictions à la capture de divers types de richesses jusqu'alors protégées (ou non marchandisées), telles que les ressources génétiques, les forêts, la terre et l'eau. Il a fait pression pour que ces types de richesses soient accessibles sous une forme qui puisse être facilement convertie en instruments financiers. De cette manière, la finance est capable de s'emparer des actifs à distance, et souvent de manière furtive, discrète.

Aujourd'hui, de nouveaux éléments sont venus s'ajouter à ces tendances déjà anciennes. L'un de ces éléments est le stress environnemental croissant. Ce stress environnemental est le résultat du processus d'accumulation capitaliste lui-même. Diverses ressources naturelles semblent atteindre leurs limites dans le cadre d'une utilisation gaspilleuse et de la spoliation aveugle. Le climat mondial lui-même change en raison du refus de longue date des grandes puissances capitalistes de réduire leurs émissions, et à l'avenir, il pourrait changer radicalement d'une manière qu'il est difficile de prévoir aujourd'hui complètement.

Les chefs d'entreprise du monde entier sont eux-mêmes très conscients de ce phénomène. Le *Global Risks Report 2020* du Forum économique mondial (la principale plateforme de l'élite des entreprises transnationales) a conclu, pour la première fois, que «l'échec de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à celui-ci est le risque numéro un en termes d'impact et numéro deux en termes de probabilité au cours des dix prochaines années». Le *Global Risks Report 2021*, qui vient d'être publié, déclare de même qu'«à l'horizon de 5 à 10 ans, dominant les risques environnementaux tels que la perte de biodiversité, les crises des ressources naturelles et l'échec de l'action climatique» [1].

Une nouvelle classe d'actifs pour les investisseurs mondiaux

Même lorsque le capitalisme ne peut pas éliminer une source de risque, il trouve des moyens de gérer, et même d'exploiter, l'impact de ce risque sur ses bénéfices. Par exemple, lorsque le monde voit une menace à la fois pour les revenus agricoles et la sécurité alimentaire en raison du stress environnemental, la finance mondiale voit une opportunité de faire des acquisitions rentables de ressources naturelles. Comme le souligne une étude d'Oxfam, «l'agriculture a toujours été considérée comme une entreprise risquée qui générerait de faibles rendements. Cela a changé ces dernières années, et le système alimentaire en est venu à être considéré comme un secteur qui garantira la croissance à long terme» [2]. (Il est révélateur que les investisseurs milliardaires des États-Unis se soient tournés vers l'achat de terres agricoles: le plus grand propriétaire individuel de terres agricoles aux États-Unis est maintenant Bill Gates, et Jeff Bezos, propriétaire d'Amazon, n'est pas loin sur la liste. Il sera pratiquement impossible de retracer les investissements que ces milliardaires auront pu faire dans d'autres régions plus pauvres, car ils auront été réalisés par l'intermédiaire de diverses sociétés écrans.)



Dans le droit fil de ce changement d'intérêt des investisseurs mondiaux pour les terres agricoles du Tiers-Monde, la Banque mondiale a consacré son *Rapport annuel sur le développement mondial 2008* (ci-après *WDR 2008-World Development Report*) à l'agriculture. Après plus de deux décennies d'interruption, les auteurs du *WDR* ont décidé «qu'il est temps de placer à nouveau l'agriculture au centre de l'agenda du développement, en tenant compte du contexte très différent des opportunités et des défis qui se sont fait jour...» [3].

Quels étaient ces «opportunités» et ces «défis»? Le *WDR 2008* a paru au milieu d'une crise alimentaire qui s'exprima en deux phases: d'abord, les prix internationaux des denrées alimentaires ont grimpé en flèche en 2007, mettant la nourriture hors de portée d'un grand nombre de personnes; ensuite, avec la crise financière mondiale de 2008, les prix des récoltes payés à la production se sont effondrés, mais les prix des denrées alimentaires à la consommation n'ont pas baissé dans une même mesure. Avec le krach financier, l'emploi et les revenus ont chuté et, par conséquent, un grand nombre de travailleurs et travailleuses n'étaient toujours pas en mesure d'acheter de la nourriture.

Cet épisode qui s'est étalé sur deux ans a déclenché une panique générale: «La crise alimentaire, la crise financière et les preuves de plus en plus nombreuses de la manière dont le changement climatique perturbe déjà les systèmes alimentaires ont toutes sapé la confiance dans le commerce mondial en tant que mécanisme fiable pour assurer la sécurité alimentaire.» [4] Les pays qui dépendaient des importations alimentaires ont commencé à essayer de s'assurer la propriété ou le contrôle de vastes étendues de terres agricoles dans d'autres pays moins développés, en particulier en Afrique.

Cet «accaparement mondial des terres» a suscité de nombreuses critiques. Mais de tels accaparements de terres n'ont pas été tentés uniquement par des pays dépendant des importations alimentaires, comme l'Arabie saoudite ou la Corée du Sud, qui étaient en situation d'insécurité alimentaire. Aujourd'hui, les transnationales de l'agroalimentaire et les investisseurs financiers géants des pays les plus riches du monde sont eux aussi à la recherche de terres. En effet, la croissance même de l'insécurité alimentaire leur a fait comprendre que les investissements couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur des denrées alimentaires, de la

«ferme à l'assiette», pouvaient leur rapporter de riches dividendes dans un avenir par ailleurs incertain.

Les transnationales du commerce des céréales et la finance internationale

Parmi ces investisseurs figuraient les sociétés dites ABCD, c'est-à-dire les quatre géants du commerce des céréales (Archer-Daniels-Midland, Bunge, Cargill et Louis Dreyfus) qui dominent le commerce mondial des céréales alimentaires et des oléagineux. Comme l'écrit une étude canadienne:

«Au cours de cette période plus récente, les entreprises ont abandonné leur tendance à se tenir à distance des producteurs et des terres agricoles pour se rapprocher plus que jamais des processus de production... Plutôt que de se contenter de commercialiser des produits agricoles que les agriculteurs ont décidé de produire de manière indépendante, ces firmes sont désormais devenues des gestionnaires attentifs d'entières chaînes de valeur agricoles. Les sociétés de négoce de céréales se considèrent comme les «créateurs» de l'approvisionnement en céréales et sont devenues un point central de gestion tout au long de la chaîne des produits de base, de la propriété foncière à l'approvisionnement en intrants, en passant par le conseil et l'assurance, les contrats de culture, l'achat, le stockage, la transformation et la vente au détail, ainsi que la construction et l'entretien des infrastructures de stockage et de transport et le financement tout au long de la chaîne.» [5]

Ces firmes ont de forts intérêts dans la finance, avec des divisions d'investissement sophistiquées qui spéculent activement sur les marchés financiers mondiaux. Elles reçoivent également d'importants investissements de fonds d'investissement des pays développés consacrés à l'agriculture (par exemple, en 2012, la Deutsche Bank a investi 200 millions de dollars dans la seule société Archer-Daniels-Midland [6]).

Elles sont rejointes sur ce terrain par des sociétés purement financières: «Les marges de profit élevées de certaines cultures, en particulier les cultures *flex* [cultures à usages multiples, qui peuvent être utilisées pour l'alimentation humaine et animale ou comme combustible, comme la canne à sucre, le soja et le palmier africain], ont persuadé certains fonds d'investissement d'investir dans l'achat de terres dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes. Parmi les acheteurs de grandes superficies de terres figurent les fonds d'investissement, qu'il s'agisse de fonds d'épargne privés ou institutionnels...» [7] En Amérique du Sud, des mégafermes, s'étendant parfois sur des millions d'hectares, sont créées par de grandes institutions financières du monde «développé», comme les fonds spéculatifs européens et les sociétés de capital-investissement [8].

Entrée en action des géants du commerce de détail

Un deuxième moteur de cette tendance est l'expansion des géants du commerce de détail des pays avancés. Ces entreprises sont entrées dans le Tiers-Monde à la recherche à la fois de produits exotiques à exporter et de marchés des pays pauvres dans lesquels existe une couche de consommateurs à revenu élevé. «Une nouvelle vague d'investissements a favorisé les “exportations non traditionnelles” – en particulier les fruits de mer, les fruits et les légumes de contre-saison ou exotiques – des pays en développement vers les marchés des métropoles.» [9] Selon le *WDR 2008*, la croissance agricole du Tiers-Monde repose sur cette nouvelle source de demande: «L'augmentation rapide de la demande locale et internationale de produits agricoles à haute valeur ajoutée ouvre d'importantes nouvelles possibilités de

croissance pour le secteur agricole des pays en développement... La nouvelle agriculture émergente est dirigée par des firmes privées contrôlant des chaînes de valeur étendues qui relient les producteurs aux consommateurs.»

Selon le *WDR 2008*, les fruits et légumes frais et transformés, le poisson et ses produits dérivés, la viande, les noix, les épices et la floriculture représentent environ 47% des exportations agricoles des pays en développement, qui s'élevaient à 138 milliards de dollars en 2004. «La croissance continue de ces exportations à forte valeur ajoutée nécessitera des chaînes de valeur efficaces, en particulier le transport intérieur, la manutention et l'emballage, qui représentent une grande partie des coûts finaux»; c'est pourquoi, selon la Banque mondiale, il est nécessaire de s'ouvrir aux investissements étrangers.

La Banque mondiale refuse de reconnaître les dangers de la dépendance à l'égard des importations alimentaires

Comme mentionné précédemment, le *WDR 2008* a été publié dans un contexte de crise alimentaire mondiale, les prix des denrées alimentaires sur les marchés internationaux ayant fortement augmenté entre le début de 2007 et le début de 2008. Un grand nombre de pays pauvres étaient dépendants des importations, les importations de denrées alimentaires représentant souvent plus de 20% des devises étrangères disponibles. La hausse des prix a exercé une pression insupportable sur leurs économies, entraînant des manifestations et des émeutes en de nombreux endroits. Cela a souligné le danger de dépendre du marché international pour les besoins alimentaires de base.

Pourtant, le *WDR 2008* a souligné le contraire: «Aujourd'hui, la capacité de l'agriculture à générer des *revenus* pour les pauvres, en particulier les *femmes*, est plus importante pour la sécurité alimentaire que sa capacité à accroître les approvisionnements alimentaires locaux» (souligné dans l'original) **[10]**.

De même, l'OCDE (l'Organisation de coopération et de développement économiques, essentiellement un club des pays riches du monde) a critiqué l'Inde pour avoir cherché à «assurer la sécurité alimentaire par des politiques visant à permettre à un pays de devenir autosuffisant dans certaines cultures de base». Elle affirme que «des travaux récents de l'OCDE ont montré que les politiques d'autosuffisance ne sont pas les plus efficaces pour traiter les questions de sécurité alimentaire. En effet, ...de telles politiques peuvent être contre-productives pour la sécurité alimentaire.» Elle affirme que «l'ouverture des marchés nationaux des produits de base... aux approvisionnements internationaux et régionaux peut améliorer considérablement la sécurité alimentaire». La prescription est donc d'importer des aliments de base et d'exporter des cultures à plus forte valeur ajoutée: «la participation aux marchés internationaux et aux chaînes de valeur mondiales (CVM) agroalimentaires peut offrir des possibilités de croissance des revenus» **[11]**.

En examinant les nouvelles lois agricoles sous cet angle, la séquence suivante apparaît:

(1°) Avec la fermeture des *mandis* [marchés publics] du Comité du marché des produits agricoles (Agricultural Produce Market Committee) et la diminution des achats officiels de céréales alimentaires, les paysans des régions à excédent de céréales alimentaires ne pourront plus vendre leurs récoltes au prix de soutien minimum. Beaucoup d'entre eux cesseront ou réduiront leur production de céréales alimentaires en conséquence.

(2°) Le marché indien des céréales alimentaires sera ouvert aux importations des pays développés, par l'intermédiaire des grands négociants de l'ABCD. Dans la perspective de cette ouverture, la loi sur les produits de base essentiels a été modifiée pour supprimer les restrictions sur le stockage.

(3°) Une partie des anciens agriculteurs céréaliers sera contrainte de se tourner vers d'autres cultures (les «produits agricoles de haute valeur» auxquels se réfère le *WDR 2008*); c'est l'objectif de la nouvelle loi concernant l'agriculture contractuelle.

Le commerce de détail organisé déplace les petits agriculteurs

Mais l'histoire ne s'arrête pas là. Une fois que le commerce de détail organisé devient l'agence d'approvisionnement, les petits agriculteurs sont mis sous pression. Les détaillants préfèrent les gros fournisseurs parce que:

(1°) le fait de traiter avec de gros fournisseurs réduit les coûts de transaction, c'est-à-dire tous les coûts liés à l'achat;

(2°) il devient plus facile de standardiser le produit en fonction des exigences de la grande distribution;

(3°) il est plus facile et moins coûteux de retracer le cheminement de chaque produit jusqu'au producteur, ainsi que de le certifier;

(4°) les grands producteurs peuvent se permettre d'acheter divers équipements pour répondre à différentes normes.

Comme l'admet le *WDR 2008* lui-même: «Les responsables d'achat des supermarchés préfèrent s'approvisionner auprès des grands et moyens agriculteurs s'ils le peuvent (par exemple, pour les tomates au Mexique et les pommes de terre en Indonésie); si les grands et moyens agriculteurs disposent de quantités suffisantes, les petits exploitants ne sont pas inclus.» Selon ce rapport, la taille de l'exploitation n'est pas toujours le facteur déterminant; il peut aussi être «l'accès aux biens physiques, humains et sociaux: à l'éducation, à l'irrigation, aux transports, aux routes et à d'autres biens physiques tels que les puits, les chaînes de froid, les serres, l'eau d'irrigation de bonne qualité (exempte de contaminants), les véhicules et les hangars d'emballage... La plupart des agriculteurs qui ne disposent pas de ces actifs sont exclus.» [12] Mais ce sont presque toujours les grands agriculteurs qui possèdent ces actifs, et donc, dans la pratique, la taille de l'exploitation détermine si la récolte trouve ou non un acheteur.

Des études sur le commerce de détail organisé en Inde montrent que les centres de collecte des supermarchés s'approvisionnent de manière disproportionnée auprès des moyens et grands agriculteurs. «Étant donné les exigences des supermarchés en termes de qualité, de régularité et de volume, cela peut éventuellement poser un problème aux agriculteurs pauvres en actifs... Des processus de remembrement des terres et de développement du marché des terres en location semblent être en cours dans ces zones et conduisent à un secteur agricole différencié.» [13]

En outre, une série de normes spéciales, qui sont ajoutées de temps en temps, sont imposées par les acheteurs. Le *WDR 2008* observe que les «alertes alimentaires» périodiques dans les

pays industrialisés, ainsi que les nouvelles connaissances scientifiques et les préoccupations accrues du public concernant divers risques liés à l'alimentation, ont conduit à un renforcement des normes sanitaires et phytosanitaires (SPS) (liées à la sécurité alimentaire et aux risques sanitaires agricoles).

Alors que les marchés d'exportation se multiplient et renforcent les mesures de sécurité alimentaire et de santé, c'est une «préoccupation pour les pays en développement»: «Les normes pourraient marginaliser davantage les acteurs économiques les plus faibles, notamment les petits pays, entreprises et agriculteurs.» [14] Même si les grandes exploitations agricoles ne sont pas plus productives ou moins coûteuses que les petites, elles peuvent mieux se permettre les coûts liés à la traçabilité des produits agricoles, à leur certification et à leur contrôle.



Étant donné qu'une grande chaîne de vente au détail est souvent un monopsonne – c'est-à-dire l'acheteur unique – pour des produits spécifiques, alors qu'il existe un certain nombre de fournisseurs pour n'importe quel produit, l'acheteur peut simplement reporter les coûts de mise en conformité aux normes sur les fournisseurs. L'une de ses façons de procéder consiste à appliquer les normes mondiales les plus strictes à tous les produits qu'elle achète, qu'elles soient ou non applicables dans le pays exportateur:

«Les chaînes régionales et mondiales veulent réduire les coûts en uniformisant les pays et les fournisseurs au fur et à mesure, ce qui induit une convergence avec les normes de l'ensemble des marchés les plus stricts, y compris avec les normes européennes ou américaines. On le voit dans le cas de Wal-Mart entre le Mexique et les États-Unis, dans la certification d'assurance qualité utilisée par Carrefour pour ses opérations mondiales qui incluent les pays en développement, et dans les chaînes régionales comme CARHCO [le principal distributeur d'Amérique centrale avec plus de 300 supermarchés]. Dans certains cas, cela signifie que les chaînes mondiales appliquent, en fait, les normes publiques de leurs marchés (des pays développés) comme des normes privées s'appliquant aux fournisseurs de leurs marchés

locaux dans les pays en développement, par exemple l'utilisation des normes de la Food and Drug Administration (FDA) par les chaînes des Etats-Unis pour certains produits.» [15]

En d'autres termes, à mesure que l'agriculture indienne passe de l'approvisionnement des bouches indiennes à celui des bouches américaines, européennes ou japonaises, les normes des pays importateurs sont imposées à la production agricole indienne.

Nous pouvons nous faire une idée des changements imminents en observant les pays sous-développés dans lesquels le commerce de détail étranger est entré ces dernières années. Le commerce de détail organisé représentait 10 à 20% du commerce de détail alimentaire en Amérique latine en 1990; en 2000, il était passé à 50 à 60%, approchant presque la proportion de 70 à 80% des États-Unis ou de la France. Une étude note: «L'Amérique latine a donc connu en une seule décennie le même développement de supermarchés que les États-Unis l'ont connu en cinq décennies.» [16]

La concentration du commerce de détail organisé conduit à la concentration des fournisseurs

Le même schéma se répète en Asie de l'Est/Sud-Est et en Europe centrale, en Afrique australe et orientale, et maintenant en Asie du Sud et en Afrique de l'Ouest. Dans ces régions, le commerce de détail du secteur organisé est «de plus en plus et dans une très large mesure, transnational (propriété étrangère) et consolidé», c'est-à-dire que la majeure partie de la part de marché est concentrée entre quatre ou cinq firmes. Les fournisseurs doivent modifier leurs processus de production et réaliser des investissements importants pour se conformer aux exigences de ces géants du commerce de détail, ce qui entraîne l'élimination des petits fournisseurs:

«Certains de ces investissements sont assez coûteux et sont tout simplement inabordables pour de nombreuses petites entreprises et exploitations agricoles. Il n'est donc pas surprenant que les preuves s'accumulent que les changements de normes, et les investissements qui en découlent, ont conduit de nombreuses petites entreprises et exploitations agricoles à la faillite dans les pays en développement, au cours des 5 à 10 dernières années. Ils ont accéléré la concentration de l'industrie. Les chaînes de supermarchés... cherchent constamment à réduire les coûts et les risques liés aux produits et aux transactions – et tout cela tend à sélectionner uniquement les agriculteurs les plus compétents. Dans de nombreux pays en développement, cela signifie principalement les moyens et grands agriculteurs. En outre, comme les supermarchés sont en concurrence entre eux et avec le secteur informel, ils ne permettront pas que les prix à la consommation augmentent afin de «payer» les investissements nécessaires pour l'exploitation agricole. Qui paiera pour des puits avec de l'eau salubre? Des latrines et des installations pour se laver les mains dans les champs? Des systèmes de tenue de registres? Des locaux d'emballage propres et appropriés avec des sols en ciment? Le fournisseur assume et assumera la charge financière. Comme les petits agriculteurs n'ont pas accès au crédit et que les coûts fixes importants sont une charge pour une petite exploitation, ce sera un énorme défi pour les petits exploitants. Il est donc inévitable que les normes exigées par les consommateurs soient de plus en plus un moteur important de la concentration du secteur agricole dans les régions en développement. La concentration du commerce de détail se transformera, tôt ou tard, en une concentration des fournisseurs.» [17]

Et en effet, une étude révèle que la concentration des terres en Amérique latine est beaucoup plus élevée que par le passé. L'ampleur de la concentration «est beaucoup plus importante aujourd'hui qu'elle ne l'était au début du XXe siècle, lorsqu'il a été jugé nécessaire

d'entreprendre des réformes agraires». L'étude demande à juste titre que l'on étudie l'impact de ces tendances sur les petits agriculteurs, la disponibilité alimentaire, l'environnement et l'emploi [18].

Inde: le chemin de l'endettement à la perte de terres

Tout cela va se passer en Inde, un pays où la paysannerie est déjà en crise profonde, une crise engendrée par la politique économique de l'Inde elle-même, accentuée dans la dernière phase par celle du néolibéralisme.

L'Enquête nationale par sondage (National Sample Survey-NSS) a réalisé une enquête spéciale auprès des ménages paysans en 2012-2013. Elle a révélé que le revenu moyen des ménages d'agriculteurs, toutes sources confondues, était de 6400 roupies par mois (environ 90 euros en 2015). Pour près de 70% des ménages d'agriculteurs, le revenu total provenant de toutes les sources (culture, élevage d'animaux, activités non agricoles et salaires) était *inférieur aux dépenses de consommation*. Autrement dit, ces ménages étaient déficitaires.



De toute évidence, ce que l'on appelle, en termes marxistes, la «reproduction simple», la simple reconstitution des conditions initiales de production, est elle-même menacée pour la majorité des paysans. C'est ce qui explique les plus de 300'000 suicides de paysans depuis la fin des années 1990, un phénomène terrible qui s'étend maintenant à l'ensemble du pays – du Tamil Nadu et du Telangana au Maharashtra, au Pendjab et au Bengale occidental.

Selon les données du NSS, le pourcentage de ménages d'agriculteurs endettés est passé de 49% en 2002-2003 à 52% en 2012-2013. Deux États sur trois ont connu une augmentation de la prévalence de l'endettement des agriculteurs. L'endettement des ménages d'agriculteurs, en pourcentage de leur revenu annuel, est passé de 50% en 2002-2003 à 61% en 2012-2013. De même, l'enquête NABARD All India Rural Financial Inclusion Survey 2016-17 [National Bank for Agriculture and Rural Development-NABARD] a révélé que 53% des ménages d'agriculteurs étaient endettés, avec un encours moyen de 1,04 lakh [un lakh = 100'000 roupies] par ménage endetté. D'autre part, le revenu annuel moyen d'un ménage agricole était de 1,07 lakh roupies.

Et ce n'est pas le tableau complet: un certain nombre d'études indiquent que l'endettement des agriculteurs est largement sous-estimé dans les enquêtes officielles. En outre, l'endettement des paysans envers le secteur non institutionnel (principalement les prêteurs et les commerçants) est au moins deux fois supérieur à celui du secteur institutionnel (banques, coopératives, gouvernement). Les taux d'intérêt sur la dette informelle sont très élevés [19]. Des taux similaires sont également pratiqués par les institutions de microfinance.

En conséquence, le National Sample Survey (2012-13) a constaté que l'investissement net dans les actifs productifs par ménage d'agriculteurs était d'un maigre 6200 roupies par an [70 euros au taux de change actuel], soit 8% du revenu. De plus, même ce faible montant est impossible à financer par les revenus des agriculteurs pauvres, puisque l'épargne annuelle par ménage d'agriculteurs n'est que de 2400 roupies [27,20 euros]. Les investissements devraient être financés par *des dettes*. Cependant, des études révèlent que la part des prêts bancaires consacrée aux prêts agricoles à long terme est en forte baisse.

Dans cette situation, lorsque la politique de l'État induit une détresse agraire généralisée, comme pendant la période 1997-2003, ou encore ces dernières années, les paysans sont contraints d'utiliser des prêts en espèces [auprès de prêteurs] pour financer même leur consommation de base, et donc de s'endetter davantage. Le Comité de haut niveau sur l'estimation de l'épargne et de l'investissement [High Level Committee on Estimation of Savings and Investment] a souligné qu'en 2002-2003, loin d'épargner et d'investir, les ménages de cultivateurs n'ont pas pu couvrir leurs dépenses de consommation avec leurs revenus. Ils ont donc été désépargnés à hauteur de 2,8% du PIB. Les prêts en espèces accordés à ces ménages représentaient 3,3% du PIB cette année-là, «indiquant ainsi que l'écart entre les revenus et les dépenses de consommation est financé par des emprunts» [20].

Dans ce contexte, si l'on met fin aux marchés publics (*mandis*), les paysans pauvres des régions à excédent de céréales alimentaires auront du mal à garder la tête hors de l'eau. S'ils concluent des contrats agricoles [agriculture contractuelle] avec de puissantes firmes, comme nous l'avons vu dans l'expérience internationale, les paysans pauvres ne pourront pas en supporter les coûts. Et en tout cas, les grandes firmes de vente au détail comme les exportateurs préféreront traiter avec des agriculteurs plus importants. En outre, les marchés nationaux et internationaux pour les «produits agricoles de grande valeur» sont limités, et toutes les terres et tous les lieux ne sont pas adaptés à de telles cultures. Par conséquent, de nombreux autres paysans n'auront aucune possibilité de faire partie de ces chaînes de valeur mondialisées. Ils continueront à cultiver des cultures de base d'un type ou d'un autre. La seule différence est qu'ils gagneront moins qu'avant. Enfin, l'endettement et les prix non rémunérateurs forceront nombre de ces paysans à se séparer de leurs terres.

Dans le même temps, les paysans des régions déficitaires en céréales alimentaires, c'est-à-dire la plupart de l'Inde, qui ont dépendu dans une large mesure du système de distribution publique pour leur alimentation de base, verront leurs coûts de subsistance augmenter. Ils pourraient eux aussi s'endetter davantage et se séparer de leurs terres.

La prolifération des intermédiaires

Les développements au niveau international et national sont filtrés de différentes manières jusqu'au niveau des villages, et la chasse des prédateurs pour l'obtention des parcelles de terre se poursuit depuis un certain temps. Des rapports factuels provenant de différentes régions de l'Inde rurale font état de toutes sortes d'intermédiaires qui se renseignent sur les terres des

villages depuis une quinzaine ou une vingtaine d'années, en essayant de persuader ou de faire pression sur les paysans pour qu'ils transfèrent leurs terres pour une somme dérisoire.

Dans l'attente de recevoir des pots-de-vin au moment du transfert, de nombreux responsables de village ont cessé d'enregistrer les droits fonciers en faveur des paysans pauvres, et ont laissé les registres fonciers ambigus. En cas de conflit familial ou lorsqu'une famille de paysans a un besoin urgent d'argent (par exemple pour un traitement médical), les courtiers fonciers interviennent pour offrir de l'argent et, soudain, les responsables du village s'emploient à faciliter le transfert.

Les empiètements privés sur les terres communes se sont également multipliés. En d'autres termes, sous des formes «souterraines», le marché foncier rural a été plus actif que par le passé. Bien que les données de l'Enquête nationale par sondage et du Recensement ne concordent pas sur le nombre de cultivateurs et de travailleurs précaires dans l'agriculture indienne, elles concordent sur le fait que le nombre de cultivateurs a diminué et que le nombre de travailleurs occasionnels a augmenté dans les années 2000. Cela indique *une augmentation du nombre de sans-terre*.

La tendance actuelle à la «titularisation définitive», combinée à la restructuration de l'agriculture reflétée dans les trois lois récentes du gouvernement de Narendra Modi, va accélérer ces processus. (Seconde partie de l'étude publiée par la *Research Unit for Political Economy* (R.U.P.E.), en date du 3 février 2021, sur son site; traduction rédaction *A l'Encontre*)

(La *Research Unit for Political Economy* (R.U.P.E.), située à Mumbai (Bombay), en Inde, est constituée sous l'égide du *People's Research Trust*. Le R.U.P.E. fonctionne grâce à un travail bénévole et à des fonds limités provenant de contributions personnelles. Il n'est affilié à aucun autre organisme.) Réd.

Notes

[1] En effet, l'élite internationale des firmes s'approprie audacieusement la bannière de l'environnementalisme, et ce pseudo «écologisme» fonctionne comme une nouvelle méthode agressive d'accumulation, comme le souligne la journaliste Cory Morningstar – voir le site <http://www.wrongkindofgreen.org/>. Malheureusement, nous ne pouvons pas approfondir cette question ici, bien qu'elle soit liée au thème en discussion.

[2] Murphy, Sophia, David Burch, and Jennifer Clapp, *Cereal Secrets: The world's largest grain traders and global agriculture*, Oxfam Research Report, 2012.

[3] *World Development Report 2008: Agriculture for Development*, 2007, pp. 1, 134, 8.

[4] Murphy et al.

[5] Clapp, Jennifer «ABCD and beyond: From grain merchants to agricultural value chain managers», Canadian Food Studies, September 2015.

[6] Murphy et al.

[7] *The Land Market in Latin America and the Caribbean: Concentration and Foreignization*, Food and Agricultural Organization of the United Nations (FAO), 2014.

[8] Murphy et al.

[9] John Wilkinson, «The Globalization of Agribusiness and Developing World Food Systems», *Monthly Review*, September 2009.

[10] World Bank, *World Development Report 2008: Agriculture for Development* (WDR 2008), p. 95.

[11] *Review of Agricultural Policies in India*, Trade and Agriculture Directorate, Committee for Agriculture, OECD, July 2018, p. 45.

[12] *Ibid.*, p. 127.

[13] Reardon, Thomas, Peter Timmer, and Bart Mintend, «Supermarket revolution in Asia and emerging development strategies to include small farmers», *Proceedings of the National Academy of the Sciences of the United States of America*, pnas.org

[14] *WDR 2008*, pp 128-30.

[15] Reardon, Thomas, Peter Timmer and Julio Berdegue, «The Rapid Rise of Supermarkets in Developing Countries: Induced Organizational, Institutional, and Technological Change in Agrifood Systems», *electronic Journal of Agricultural and Development Economics*, Agricultural and Development Economics Division (ESA) FAO, Vol. 1, No. 2, 2004.

[16] *Ibid.*

[17] Reardon, Thomas, Peter Timmer and Julio Berdegue, *op. cit.*

[18] *The Land Market in Latin America and the Caribbean*.

[19] Ces points sont discutés de manière plus détaillée dans *India's Peasantry under Neoliberal Rule*, RUPE, 2017; voir <https://rupe-india.org/66/partthree.html> et <https://rupe-india.org/66/parteight.html>

[20] *Report of the High Level Committee on Estimation of Saving and Investment*, Ministry of Statistics and Programme Implementation, 2009, pp. 264-65